



# Éditorial

Marine Roussillon

## Rassembler, résister et construire

**La** victoire de Donald Trump aux États-Unis résonne comme un avertissement. Le nationalisme le plus réactionnaire, le racisme le plus violent, le sexisme le plus ouvertement agressif peuvent s'emparer du pouvoir politique. Nous ne sommes à l'abri de rien. Ici comme là-bas, nous avons à affronter deux problèmes majeurs qui peuvent, si nous n'y apportons pas de réponse, faire disparaître pour longtemps toute perspective de progrès.

**Notre premier problème, c'est la crise dans laquelle s'enfoncent le pays et à laquelle ni la droite ni le Parti socialiste n'ont apporté de réponse.** L'austérité et les politiques libérales ont fait leurs preuves : inefficaces et dangereuses pour le pays, elles ne profitent qu'à une petite minorité, ces 1 % qui accaparent plus de la moitié de la richesse du monde. Reste à montrer qu'il est possible de mener une autre politique, au service du plus grand nombre.

**Notre deuxième problème, c'est la restructuration du débat politique autour de questions identitaires, la montée du nationalisme et du populisme comme seules alternatives au libéralisme.** Ne nous leurrions pas : la gauche ne sortira pas renforcée d'une telle évolution. Certains au PS croient encore pouvoir utiliser la peur de l'extrême droite pour gagner. L'exemple d'Hilary Clinton met pourtant en lumière les risques d'une telle stratégie. D'autres, comme Jean-Luc Mélenchon, croient pouvoir construire un « populisme de gauche » : entretenir l'opposition du peuple aux « élites » pour renverser les rapports de domination. Mais c'est justement le populisme qui a permis au milliardaire Trump de se faire passer pour le candidat du peuple. Ce ne sont pas des vagues « élites » qu'il faut combattre, mais la finance et la dictature des profits. Le populisme, parce qu'il occulte le combat de classe et propage des discours de division, ne sert jamais que la droite et ses projets réactionnaires.

**Comment affronter ces deux problèmes ? Il s'agit pour le PCF de porter dans le débat politique des enjeux de classe, de donner à voir des solutions à la crise capables de rassembler tous ceux qui font la richesse de ce pays, tout ceux qui travaillent**

**et qui créent, des solutions qui seront autant de leviers pour un changement de société.**

Pour ce faire, nous pouvons prendre appui sur les luttes : l'opposition à la loi El Khomri a mobilisé des milliers de jeunes et de salariés, et rassemblé la grande majorité des Français sur des enjeux de classe. Il s'agissait d'abord de refuser un nouveau recul social : avec cette bataille, les Français ont dit leur conviction que les politiques néolibérales ne permettent pas d'en finir avec le chômage de masse. Cette mobilisation a aussi porté l'exigence d'un travail de qualité, utile : l'aspiration de chacun à maîtriser, individuellement et collectivement, son parcours et le sens de son travail.

Ces aspirations rencontrent les défis nouveaux posés à nos sociétés. La régulation du marché du travail par le chômage, la dégradation des conditions de travail comme des contenus de formation au nom de la rentabilité financière ne permettent pas de répondre aux défis de l'avenir. Si nous voulons développer des industries nouvelles, répondre à la crise écologique, faire face au vieillissement de la population... nous avons au contraire besoin de libérer le travail et la formation, les choix d'investissement et de recherche des contraintes de la rentabilité pour pouvoir inventer une économie qui réponde aux besoins sociaux.

L'essor des nouvelles technologies pousse à la transformation de l'emploi comme du travail. Les possibilités nouvelles d'automatisation peuvent aboutir à la suppression de plus de 40 % des emplois du pays dans les dix prochaines années, si, comme aujourd'hui, on laisse les marchés financiers diriger notre économie. Les nouvelles technologies transforment aussi le travail : dans tous les métiers, les savoirs mobilisés sont de plus en plus complexes. Ces évolutions, actuellement utilisées pour ôter aux salariés la maîtrise de leur travail et renforcer l'exploitation, pourraient au contraire servir l'émancipation individuelle et collective, à la condition de prendre le pouvoir sur notre travail et sur nos vies.

**C'est le sens de nos propositions qui articulent le développement d'une éducation permettant l'appropriation par tous de savoirs complexes, la sécurisation des parcours de vie permettant d'al-**

**trouver travail et formation sans perte de revenus et la création de pouvoirs nouveaux des salariés et des citoyens sur les orientations des entreprises, les politiques de recherche et d'investissement, les usages de l'argent.**

La place croissante des savoirs complexes dans notre économie comme dans notre démocratie rend nécessaire une élévation continue du niveau de connaissances et de qualification dans l'ensemble de la société. C'est pourquoi nous proposons d'allonger la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans et de transformer les contenus et les pratiques pédagogiques pour que l'école fasse réussir tous les enfants. Au-delà de la scolarité obligatoire, nous voulons donner à l'enseignement supérieur les moyens de sa démocratisation et construire un service public national de la formation continue.

Aujourd'hui, les jeunes sont les premières victimes du chômage. Nous voulons sans tarder mettre en place un statut protecteur pour la jeunesse, garantissant à chaque jeune un revenu et un emploi ou une formation qualifiante. Ce statut pourra être une étape dans la construction d'une nouvelle Sécurité sociale: une sécurité d'emploi et de formation permettant à chacun d'alterner des périodes d'emploi et des périodes de formation, sans perte de revenu et sans passer par le chômage. La régulation du marché du

travail par le chômage aboutit à un immense gâchis. Nous lui substituerons une régulation par la formation protectrice et efficace.

Chacun pourra ainsi maîtriser son parcours professionnel. Nous voulons permettre aux travailleurs de prendre le pouvoir, individuellement et collectivement, sur le sens et les objectifs de leur travail. De nouveaux pouvoirs aux salariés, aux usagers des services publics, le développement du débat démocratique sur les grandes orientations de la recherche et de l'économie, sont autant de garanties d'une économie utile, orientée vers la réponse aux besoins sociaux.

Enfin, la transformation du travail va de pair avec le développement du temps libre et de loisirs émancipateurs, de l'implication dans des activités sociales choisies pour l'épanouissement des personnes et l'enrichissement de la société. Réduction du temps de travail, retraite à 60 ans, éducation émancipatrice, promotion de l'éducation populaire, de la vie associative et des activités sportives, service public de la culture... Ce ne sont pas des luxes, mais des outils de l'émancipation individuelle et collective. La marchandisation de tous les temps de la vie nous en prive: en sortant le travail du marché, en travaillant au dépassement du salariat capitaliste, nous ferons au contraire un pas de plus dans la reconquête de ces temps *libres*. ■■■

